

Face au gouvernement et aux financiers, préparons dès maintenant le « jour d'après »

La colère du maire de Tomblaine, dont la vidéo a largement été partagée, est révélatrice : « *Je suis en colère après ces gouvernements successifs qui depuis longtemps ont démantelé les hôpitaux publics [...] Je suis en colère après ce gouvernement qui n'a rien anticipé, qui n'a rien prévu, alors qu'on a connaissance de ce risque depuis des mois [...] je vous en veux à vous les puissants, les nantis [...] Je ne suis pas de votre monde, nous ne sommes pas du même monde. Il est temps qu'on vous le fasse entendre* ».

Les multiples pénuries révoltent et accusent cette société où ce qu'on produit, comment, à quel endroit et en quelle quantité, dépend des dividendes qu'escomptent les actionnaires des multinationales !

Incapable de masquer sa responsabilité, le gouvernement renforce sa posture répressive et prépare « le monde d'après ». L'élément, préfet de police de Paris, concentré de mépris de classe, a ainsi pu affirmer : « *ceux qui sont en réanimation sont ceux qui n'ont pas respecté le confinement* » ! Lui qui avait déclaré à une Gilet Jaune : « *nous ne sommes pas du même camp* » ! Certes. Et la crise met à nu chaque jour davantage les rapports de classe et le rôle de l'appareil d'Etat.

Risquer nos vies pour leurs profits

Le gouvernement appelle à la fermeté sur le confinement, tout en appelant les salariés à aller travailler pour servir les profits. Airbus ou Safran ont commencé à relancer leurs usines. PSA se prépare à faire sortir du confinement près de 400 000 salariés avec les sous-traitants d'ici le 14 avril, au mépris de leur sécurité et de celle de la collectivité !

La grande distribution tourne à plein, tout comme les ventes en ligne, et pas seulement pour vendre des produits de première nécessité. Les témoignages de salariés dénonçant leurs conditions de travail, le manque de protections, les pressions de la direction se multiplient. La CGT commerce vient d'appeler à la grève à partir du 8 avril contre ces pratiques révoltantes et des plaintes de syndicats commencent à être déposées contre Amazon, Carrefour, la Poste, etc.

« Après » encore plus qu'avant, l'Etat au service des capitalistes

Non content de faire tourner la planche à billets pour verser des milliards d'euros aux actionnaires et à la finance, l'Etat se prépare à nationaliser les pertes. Le patron du Medef ne s'y est pas trompé, se disant « *sans tabous en la matière* » sur d'éventuelles nationalisations d'entreprises... à partir du moment où l'Etat les achète au prix fort

Dans la santé, un rapport de la Caisse des Dépôts commandé par Macron préconise une généralisation des « *partenariats publics, privés* », ainsi qu'un « *fonds de partage* » pour gérer la dette des hôpitaux, permettant aux intérêts privés et à la finance de prendre une place encore plus grande dans le système de santé.

Prenons nos affaires en main

Cette politique mène à la catastrophe. Il n'y aura pas d'issue progressiste sans que nous, le monde du travail, la jeunesse, les classes populaires, imposions notre contrôle démocratique sur la marche de la société pour décider nous-mêmes de la production, de son organisation et de sa planification à l'échelle du monde.

Mardi 7 avril

Sommaire

- 2 **Ehpad, un même mépris pour les résidents, les familles et les personnels**
Après les masques, le gel... c'est désormais la pénurie de blouses
Leur « monde d'après »...
- 3 **Commission Travail social NPA 33 : Se confiner ?**
La protection de l'enfance à l'épreuve du confinement
Etudiant-e-s : le prix de « l'engagement »
- 4 **Dette publique : vers le krach ou la socialisation de la finance sous le contrôle des travailleurs ?**
Quelques lectures sur la crise...
- 5 **Conseil régional : toujours prêt pour servir les patrons**
Brèves locales
- 6 **Safran : des difficultés pour construire une réponse collective... pour l'instant**
- 7 **Questions à Johnny Perré (secrétaire départemental CGT FAPT)**
- 8 **Témoignage d'une lectrice**
- 9 **Riposte ouvrière en Italie**
- 10 **Déclaration commune NPA 33 et UCL**

Ehpad : un même mépris pour les résidents, les familles et les personnels !

Chaque jour désormais, les chiffres de décès de personnes âgées en Ehpad sont égrenés de façon qui fait froid dans le dos alors que, là comme ailleurs, les conséquences de l'épidémie étaient pour une très grande part évitables ! A Mougins, dans les Alpes-Maritimes, 31 résidents d'un Ehpad Korian sont décédés du Covid 19. Il a fallu plusieurs semaines pour que ces morts soient enfin rendues publiques, comptabilisées, des semaines durant lesquelles les grands groupes du secteur ont tout fait pour les minimiser. Et quasiment partout, les familles ont été et sont toujours informées au minimum.

Tout le monde imagine sans mal le désarroi qui est celui des familles mais aussi du personnel démuni, qui n'a pas accès au minimum nécessaire pour se protéger et protéger les résidents !

Tout au long de l'année écoulée, des grèves se sont succédées dans les Ehpad pour dénoncer le scandale de ces « lieux de vie » devenus pour beaucoup des déserts humains où les rares aides-soignantes, aides médico psychologiques, agents de service et encore plus rares infirmières font l'impossible pour aider au quotidien des personnes dépendantes fragiles avec

des moyens le plus souvent dérisoires et des salaires qui le sont encore plus.

Le « business » est pourtant fort lucratif ! De grands groupes capitalistes se sont spécialisés dans ce qu'ils appellent cyniquement « l'or gris », spéculant sur la vieillesse et la dépendance comme d'autres le font sur le tourisme de luxe, le pétrole ou l'automobile !

En France, une quinzaine se partagent le gâteau dont les 4 plus gros et connus sont : Korian (71 465 lits dans le monde dont 25 232 en France), Orpéa (63 442 et 19 716), DomusVi (37 899 et 17 144) et Colisée (24 359 et 7 490)... Un secteur extrêmement rentable : en 2017, cinq fon-

dateurs de réseaux d'Ehpad se trouvaient parmi les 500 plus grandes fortunes françaises...

Plus que jamais cette situation est insupportable ! L'ensemble des Ehpad doit être sorti des griffes des actionnaires, les groupes privés doivent être expropriés. L'urgence est non seulement de fournir toutes les protections nécessaires aux personnels et aux résidents, de garantir la plus grande transparence aux familles, mais en même temps d'embaucher massivement avec des salaires décents des aides-soignantes, infirmières, kinés, médecins...

Isabelle Ufferte



Après les masques, le gel, les sur-chaussures... c'est désormais la pénurie de blouses !

Après les hôpitaux qui ont fait appel à la générosité publique pour acheter des thermomètres, le CHU de Bordeaux qui a appelé à verser des centaines de milliers d'euros dans une cagnotte en ligne pour acheter des respirateurs... après le scandale du manque de masques, l'ARS appelle à l'aide pour des... surblouses ! Et elle invite les entreprises de l'agroalimentaire, de l'aéronautique et autres, à faire le tour de leurs réserves pour voir tout ce qui peut y ressembler. Elle a même mis en ligne un formulaire d'appel à dons... Ça ne s'invente pas !

De son côté, la direction de l'hôpital de Libourne appelle les couturières volontaires à confectionner des blouses en coton et a fait appel à la population pour fournir le tissu nécessaire !

Un monde de dingues où se côtoient d'un côté la solidarité, le dévouement, l'engagement entiers de professionnels, des travailleurs « de l'ombre » que le petit monde des premiers de cordée fait mine de découvrir, éboueurs, caissières, aides-soignantes, femmes de ménage, livreurs, etc. et de l'autre le cynisme le plus total, la gabegie des possédants...

Dans la 7^{ème} puissance mondiale, dans une région riche en technologies de pointe, aéronautique et militaire entre autres, on voudrait nous faire croire qu'il n'est pas possible de produire des blouses et sur-blouses en quantité nécessaire pour les hôpitaux ?

Leur « monde d'après »...

A l'heure où se succèdent les odes gouvernementales au « *changeement* », les promesses de jours meilleurs, le directeur de l'ARS du Grand Est, Christophe Lannelongue, a déclaré vendredi dernier qu'il n'y avait « *pas de raison de remettre en cause* » la décision de supprimer 174 lits et de 598 postes au CHRU de Nancy d'ici 2025.

Face aux réactions scandalisées, le ministre de la Santé a simplement tweeté : « *à Nancy comme partout, l'heure est à la mobilisation de tous pour faire face au #COVID19 [...] L'heure viendra de tirer les enseignements de cette crise sans précédent & de refonder notre Hôpital. Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus à la grande consultation qui suivra* ». Y'a pas à dire, on est de suite rassuré !

Se confiner ?

L'onde de choc sans précédent occasionnée par la propagation du coronavirus n'épargne personne. A l'heure actuelle, ce sont plus de quatre milliards de personnes qui, dans les faits, doivent être confinées. Encore faut-il bénéficier de conditions favorables au confinement.

Comment se confiner lorsqu'on ne bénéficie pas d'un logement ? Comment se confiner lorsqu'on vit souvent à plusieurs dans un logement insalubre, ou dans un hôtel réquisitionné par l'Etat pour des familles entières ? Comment se confiner lorsqu'on est un migrant, errant en ville sans solution, subissant une pression policière permanente ? Comment se confiner lorsqu'on est incarcéré dans des conditions inhumaines ? Nous, les travailleurs sociaux avons bien conscience que le confinement est un marqueur social. Il met en exergue les dysfonctionnements abyssaux générés par des politiques désastreuses. Les institutions dans lesquelles certains collègues interviennent sont de véritables

poudrières où la notion de protection de l'enfance est à l'épreuve. A l'heure actuelle, les collègues s'inquiètent comme dans tous les secteurs professionnels (personnel d'hôpital, caissiers, caissières, uber, boulangers, éboueurs, postiers...) de ne pas bénéficier du minimum requis pour des conditions de travail dignes de ce nom.

Cette crise aura des conséquences majeures. Des milliers de morts, des familles endeuillées... Certains auront des comptes à rendre. Le discours très martial du président Macron nous rappelle que nous sommes en effet en guerre... en guerre contre ce mépris social... en guerre contre des choix iniques qui sacrifient des milliers de vies sans une once de culpabilité. Le confinement ne sera pas éternel. Les dernières mobilisations des gilets jaunes, des retraites ont créé une dynamique. Nous espérons être encore plus nombreux dans la rue très prochainement pour prendre part à un mouvement d'envergure et convergent avec tous ceux qui partagent cette révolte.

Etudiant-e-s en travail social, le prix de « l'engagement »

A l'heure où les établissements de formation ont fermé mais tentent d'assurer, selon les directives, une certaine « continuité pédagogique », de nombreux étudiants en travail social (éducateurs...) sont rappelés sur le terrain pour venir renforcer les équipes et pallier le manque de personnel déjà réduit à peau de chagrin dans de nombreux établissements avant l'épidémie de Coronavirus.

Une note du ministère des solidarités demande aux étudiants de « s'engager » que ce soit sous la forme de CDD mais aussi de manière bénévole, sous la forme de stages par exemple, alors que les conditions sanitaires minimales pour protéger les salariés et les personnes accompagnées sont rarement assurées. Un appel qui tombe à point nommé lorsque certains collègues sur le terrain s'emploient à faire valoir leur droit de retrait pour inciter les directions à réagir lorsqu'elles sont parfois réticentes à mettre en œuvre des conditions d'accueil et de travail sécurisées.

S'engager oui, c'est souvent ce qui nous mène vers ces métiers, mais pas à n'importe quel prix, celui des conditions de travail, de salaires décentes, et surtout pas aux dépens des personnes que nous accompagnons !

La « Protection de l'Enfance » à l'épreuve du confinement

Entre injonctions paradoxales et inégalités de traitement, comment la crise du covid-19 vient mettre à mal l'Aide Sociale à l'Enfance.

Si déjà le terme « protection de l'enfance » est une vaste utopie en temps normal, qu'en est-il depuis la crise du coronavirus ? Turn over des équipes, mesures de confinement non respectées, gestes barrières non appliqués, etc. Aujourd'hui, le système de l'aide sociale à l'enfance (ASE) peine à trouver des solutions pour protéger les jeunes qui lui sont confiés, mais également les professionnels sur le terrain.

Les équipes éducatives ne disposent pas de matériel suffisant pour pouvoir appliquer des mesures d'hygiène strictes (absence de masque par exemple), ou comment expliquer à un enfant de 4 ans qu'il ne peut pas recevoir son câlin ?

Qu'en est-il des 1m50 de distance lorsque l'on doit séparer deux adolescents en pleine crise qui en viennent aux mains ?

Je suis éducatrice de rue, en prévention spécialisée. J'interviens donc sur des quartiers dits « prioritaires de la politique de la ville » où, aujourd'hui, la direction générale de mon association m'empêche d'intervenir, me demandant en re-

vanche de partir renforcer des équipes qui accueillent des jeunes dans les internats.

Je suis éducatrice de rue et en colère car, pour moi, cela vient signifier que quoi alors ? Le jeune en jogging, issu du quartier n'est encore pas prioritaire aux yeux de la société ? Pourtant notre intervention dans ces quartiers serait plus que nécessaire, je pense à ces gamins, ces familles, parfois enfermés à 5 ou 7 dans des T3, avec très peu de ressources pour vivre.

Alors quoi ? Ben rien, on nous demande de faire du « télétravail » et c'est évident : 3 textos et 2 coups de téléphone suffisent dans un contexte particulièrement anxiogène.

Je suis éducatrice de rue et dégoûtée de ne pas avoir pu aller sur le terrain discuter avec les jeunes de ce qui allait se passer, dégoûtée de ne pas être présente avec eux dans cette galère, dégoûtée que les décisions soient toujours prises par des bureaucrates trop éloignés de nos réalités.

Je suis éducatrice de rue et j'ai la rage d'assister impuissante aux inégalités qui se creusent encore d'avantage sous nos yeux. Alors que l'on se devrait d'être plus présent que jamais sur nos territoires d'intervention, dans cette période délicate, que l'on sait de surcroît propice aux abus policiers.

Dette publique

Vers le krach ou la socialisation de la finance sous le contrôle des travailleurs ?

On attendait depuis des mois un krach financier, du fait des niveaux vertigineux atteints par l'endettement des Etats et des entreprises, mais il a été en quelque sorte pris de court par le Covid-19 et la récession profonde causée par le développement de la pandémie. Mais la menace de krach n'en disparaît pas pour autant, bien au contraire. Dans leur volonté d'empêcher les faillites d'entreprise, les Etats démultiplient leur dette, pendant que les banques centrales « rassurent les marchés » financiers à coup de centaines de milliards...

Le bon sens et l'expérience des années passées voudraient que cet argent fabriqué à gogo par les banques centrales serve directement à financer les opérations de maintien de l'économie, ce qui éviterait aux Etats de s'endetter encore plus au risque de précipiter le krach.

Mais cela reviendrait à court-circuiter les marchés obligataires et les spéculateurs qui s'y engraisent, et il n'en est question ni pour les Etats, ni pour les banques centrales. L'astuce, si l'on peut dire, de cette bande de margoulins, est de laisser les Etats s'endetter, tout en faisant en sorte que les créanciers puissent se débarrasser des titres de dette lorsqu'ils risquent de perdre toute valeur en les fourguant un bon prix aux banques centrales.

Ainsi tout va pour le mieux : la planche à billets tourne à un rythme de plus en plus fou, les pays menacés de faillite pourront l'éviter, les possesseurs de leur dette conti-

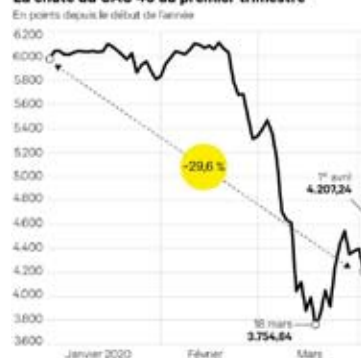
nuer à s'enrichir sans risque... C'est pour cela que la BCE va ajouter 750 milliards d'euros aux 350 déjà prévus pour 2020 pour racheter de la dette publique ou privée sur les marchés obligataires ; aux USA, la FED a fait la même chose, pour 700 milliards de dollars.

« Ces temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire. Il n'y a pas de limites à notre soutien à l'euro » a dit Christine Lagarde... Ce prétendu « soutien à l'euro » n'est qu'une fuite en avant vers une catastrophe financière bien pire que celle de 2007-2009.

La seule solution qui puisse mettre un terme à la fuite en avant, outre la fermeture des Bourses et autres marchés financiers, repose sur la constitution d'une institution financière centrale, socialisée, fruit du regroupement des institutions financières privées, banques et compagnies d'assurance, de leur expropriation. Compte tenu de l'imbrication des économies, la constitution d'un tel monopôle financier ne peut se concevoir qu'à l'échelle européenne, sous la forme d'une sorte de nouvelle BCE, placée sous le contrôle démocratique des populations. Une telle mesure, que nous ne pourrions imposer que par nos luttes, constitue un élément central du plan de transition qu'il nous faut élaborer ensemble, dès maintenant, pour que « l'après » de l'épidémie ne soit pas celui que nous préparent patrons et gouvernements.

Daniel Minvielle

La chute du CAC 40 au premier trimestre



Un CAC 40 entièrement dans le rouge

En %, au 1^{er} trimestre 2020



La fonte des capitalisations boursières

En milliards d'euros, au 1^{er} trimestre 2020



A lire, à voir

Quelques lectures au sujet de la crise globale...

Michel Husson : « Le néo-libéralisme contaminé » <https://alencontre.org/economie/economie-le-neo-liberalisme-contamine.html>

Dans cette tribune l'auteur décrit l'enchaînement qu'il faut attendre du développement de la crise et des « remèdes » que lui apportent dirigeants politiques et banques centrales : une aggravation du mal, dans une sorte de spirale infernale qui ne peut que préparer une nouvelle crise. Le malade est incurable et il ne faut pas compter qu'il guérisse de lui-même...

Michael Roberts : « Confinement ! » <https://www.anti-k.org/2020/04/07/confinement-2/>

L'article est tiré du blog en anglais de l'auteur. Il analyse principalement les effets de la crise actuelle, du point de vue économique et financier, sur la première puissance mondiale, les USA. Il décrit lui aussi les logiques internes et politiques à l'œuvre, et comment

suite page 5

suite de la page 4

elles rendent totalement illusoire toute reprise durable et significative lorsque la pandémie aura été maîtrisée. Le rebond miraculeux que nous promettent nos dirigeants pour après la crise n'a très probablement aucune chance de se produire...

On ne peut être que d'accord avec ces deux analyses, mais il est nécessaire de les prolonger en abordant la question politique qui en découle : comment sortir de cette situation ? La réponse ne peut venir que de nous tous qui depuis des mois, partout dans le monde, nous sommes levés contre les injustices, pour exiger une autre démocratie, une autre société. Un combat de classe acharné est en train de se jouer à l'échelle mondiale. Il nous faut nous préparer à le gagner.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'article « **Face à une crise globale aux effets dramatiques, aux travailleurs de préparer le « jour d'après », sans attendre !** », publié dans la lettre électronique n°136 du courant Démocratie Révolutionnaire du NPA : <http://www.npa-dr.org/index.php/9-article-lettre/424-face-a-une-crise-globale-aux-effets-dramatiques-aux-travailleurs-de-preparer-le-jour-d-apres-sans-attendre>

Leur société

Conseil régional Toujours prêt pour servir... les patrons !

Le socialiste Alain Rousset engage à l'échelle régionale la même politique que le gouvernement : mobiliser notre argent pour voler au secours des entreprises et préparer le « rebond économique » qui selon eux devrait suivre l'épidémie. Enfin, c'est ce qu'ils espèrent, car ils n'en savent rien.

Rousset a déjà débloqué 50 millions « et s'il faut monter à 100 millions, on le fera » dit-il.

Certes, cinq millions vont être utilisés pour la survie d'associations (culture, sport, formation...), mais ce sont de fait des structures qui assurent des missions de service public dont se sont débarrassés, depuis des décennies, l'Etat et les collectivités locales. C'est la moindre des choses que la Région intervienne, pour l'instant, sans qu'on sache en fait ce que deviendront les salariés de ces structures, qui sont nombreux à avoir des contrats précaires.

A la demande du gouvernement, vingt millions vont aller abonder le fonds national pour « sauver les petites entreprises » et dix millions pour garantir les prêts des entreprises, comme l'a promis le pouvoir.



Mais cela ne suffit pas à Rousset qui veut attribuer lui-même du capital à sa clientèle d'amis patrons. Les quinze derniers millions de l'enveloppe lui serviront à aider les entreprises locales... entre cinq et cinq cents salariés ! La fourchette est large... et prend le relais de l'aide d'Etat aux micro-entreprises. La mesure permettra à Rousset de soutenir une partie du patronat, lui qui depuis des décennies souhaite que les dirigeants locaux aient davantage de pouvoir dans le développement de l'industrie.

Autant d'argent public qui ne satisfera pas nos besoins immédiats, pour de prétendus effets sur l'emploi... Une politique menée depuis des décennies, nationalement et localement par toutes les majorités... et dont on connaît les résultats, à Ford comme ailleurs !

François Minvielle

Folie spéculative - La Région Nouvelle Aquitaine a commandé 5 millions de masques en Chine. Le responsable du suivi de la commande confie ses inquiétudes à *Sud-Ouest* : « *c'est le chaos... les avions sont réquisitionnés au profit de certains Etats et de plus importants volumes... on doit se lancer et croiser les doigts. C'est un business très juteux, on n'est à l'abri de rien* ».

Les masques ne sont pas devenus aussi précieux que l'or ou le pétrole, mais avec la pénurie, c'est la même folie du capitalisme qui provoque les mêmes mœurs : la concurrence, la spéculation, la loi du plus fort.

Pour en finir avec ces spéculateurs de la santé... réquisition et monopole de la production et de la distribution sous le contrôle des travailleurs !

Problèmes de riches – Gifi, Tati, Besson et d'autres encore... autant d'enseignes qui ont fait du lot-et-garonnais Philippe Ginestet une des trente plus grosses fortunes de France. *Sud-Ouest* évoque son confinement : « *Un jet privé, un yacht, un chalet à Megève, une villa à Saint-Tropez, ou encore le château Lalande à Saint-Sylvestre-sur-Lot où il a monté son hôtel 4 étoiles, le Stelsia, au cœur d'un parc de 24 hectares avec le plus grand mini-golf d'Europe pour se divertir. Philippe Ginestet avait l'embarras du choix pour son lieu de confinement. Il a finalement opté pour leur 'petite maison simple' dans la cité de Pujols.* ».

No comment, réquisition !

Safran Electrical and Power

Des difficultés pour construire une réponse collective... pour le moment

Chez Safran Electrical and Power ISE, depuis près de trois semaines, la CGT dont je fais partie s'est positionnée pour le chômage partiel payé à 100% pour tous et contre la reprise partielle d'activité.

Mais notre direction veut absolument répondre aux « besoins » des clients, Airbus en priorité, Airbus Helicopter, Dassault maintenant, et faire reprendre le travail partiellement sur des activités que nous ne considérons pas comme essentielles dans cette période de crise sanitaire.

Avec le syndicat, notre positionnement est le suivant : comme la direction ne laisse pas le choix, nous exerçons notre pression aux réunions CSE-CSSCT, qui ont lieu quotidiennement par téléphone, pour que toutes les mesures de sécurité soient prises afin de ne pas mettre en danger les salariés qui reprennent, faute d'éliminer le risque du covid-19. Sauf que toutes ces réunions se font sans l'établissement de procès-verbaux, ça va trop vite. La direction fait des comptes-rendus unilatéraux qui ne reflètent aucunement les interventions des élus qui exigent des mesures qui vont au-delà des exigences Safran : comme le port de masques pour tous, l'ouverture des vestiaires limitée à un petit nombre de salariés pour ne pas transporter l'éventuel covid-19 dans nos foyers. Elle y a des formulations qui tendent à nous associer à ses décisions. Pour se dégager de cette situation, nous, les élus CGT, avons fait une déclaration qui dit clairement que nous ne validons en rien la reprise qui va à l'encontre de nos interventions pour plus de sécurité. En nous appuyant sur le dossier de Mediapart sur les masques, mensonges d'Etat, et la recommandation de l'Académie nationale de médecine pour le port de masques pour tous. La direction sera seule responsable de la santé physique et morale des salariés. Grand silence après la lecture de notre déclaration que nous avons transmise au groupe WhatsApp qui réunit les collègues aussitôt après !

Sur ce groupe, certains se sont bien énervés en fin de semaine dernière : quelle réponse collective donner pour ceux qui ne veulent pas reprendre dans cette période où la consigne est « restez chez vous » ?

Dire NON ? La direction a déjà une parade : si elle ne trouve pas de volontaires dans les équipes et qu'ils disent NON à la reprise et qu'ils n'ont pas d'enfants à garder, les collègues devront poser des congés et ne seront pas considérés en chômage partiel. S'ils refusent de poser des congés, ils seront en absence

non payée ! Les collègues se sentent menacés et surtout acculés à la reprise car il est hors de question, à juste titre, de poser des congés dans cette crise dont on ne porte pas la responsabilité. Voilà la tête du volontariat ! Certains ont décidé de ne plus répondre aux appels de la direction sur leur téléphone personnel... mais le problème reste entier.

Droit de retrait ? Danger Grave et Imminent (DGI) ? Pour cela, il faut retourner au travail, se retirer si on se sent menacé, ce qui reste une démarche individuelle avec toute la pression que cela veut dire et aller jusqu'au bout de la démarche, prévenir les délégués pour qu'ils déposent un droit d'alerte, un DGI. Ce n'est pas simple. Ça pourrait se faire mais quand on voit comment des syndicats collaboratifs permettent aux directions de lever des DGI, on a l'impression d'être devant une impasse de plus.

Pour le moment, nous n'avons pas de réponse collective pour refuser de reprendre le travail dans cette situation. Ce qui est sûr, c'est qu'avec le nouveau mensonge d'Etat sur l'utilité du masque qu'on supputait et qui se dévoile au grand jour, personne n'est prêt à gober qu'on est pleinement en sécurité... même le discours de la médecine du travail se fait de plus en plus prudent.

Toutes ces interrogations, ces échanges pour trouver des réponses collectives permettent de resserrer des liens, voire d'en créer d'autres malgré les difficultés.

Correspondante



Le 17 mars, sur le site Safran de Réau (Seine-et-Marne), les salariés quittent le boulot.

Questions à Johnny Perré

Secrétaire départemental CGT FAPT (Fédé Activités Postales et Télécoms)

Cela fait maintenant 3 semaines que le confinement a commencé. Qu'est-ce qui s'est passé parmi les postiers lorsqu'ils sont arrivés au travail au début de la première semaine ?

Au lendemain de l'annonce du confinement, ça a été la panique... et la rage. L'ensemble des bureaux de distribution et la Plateforme Industrielle de Courrier de Cestas ont vu nombre d'agents exercer leur droit de retrait malgré la pression et les menaces de la boîte.

La détermination des postier.es militant.es CGT a permis d'organiser collectivement l'exercice de ce droit individuel partout où nous sommes présents, SUDPTT a aussi largement contribué à cette mobilisation.

A l'heure d'une soi-disant concorde nationale, je ne parlerai pas des autres organisations dites syndicales aux abonnés absents dans les bureaux ou participant activement à la propagande de la boîte...

Aujourd'hui quelle est la situation à La Poste pour les salariés ? Par exemple dans ton bureau.

Les collègues sont en colère.

La Poste a nationalement concentré sur 3 jours [du mercredi au vendredi] notre charge de travail habituellement effectuée sur 6 jours ! Elle a pris des mesures dérisoires et inégales selon les sites : autorisations spéciales d'absence de 2 semaines (ASA « Eviction »), produits ménagers, sopalin pour nettoyer son poste de travail, etc.

Mais des cas de Covid-19 se multiplient depuis, et les retours des agents depuis quelques jours se font dans une ambiance extrêmement anxiogène, d'autant plus que rien n'a réellement changé en termes de sécurité. 4 cas rien que dans notre bureau...

Un collègue de mon bureau est parti en urgence à l'hôpital Charles Perrons suite à une crise d'angoisse aggravée sur le site, il y est encore hospitalisé aujourd'hui...

La Poste et Bruno Le Maire ont largement insisté sur « le service public ». De l'autre côté, un mot d'ordre commence à prendre de l'écho « Non aux Productions Non Essentielles ». La Poste est-elle un service public essentiel, comment les postiers voient-ils ça ?

Depuis la privatisation partielle puis effective avec la cession de la majorité des parts de l'Etat à la Caisse des Dépôts, la boîte nous martèle que les usagers sont devenus des « clients », priorise la distribution de la publicité, et nous donne des objectifs commerciaux au détriment du temps dédié au réel lien social historique de la factrice ou du facteur sur sa tournée.

Aujourd'hui, avec des accents à la Malraux, La Poste feint de revendiquer une mission sociale essentielle, alors qu'elle la

piétine depuis des années.

La Poste peut redevenir un service public essentiel, mais c'est aux salarié.es, et aux usagers que nous sommes aussi d'ailleurs, de ne pas se laisser confisquer cette réflexion comme sa reconstruction.

Dans plusieurs secteurs, syndicats et salariés craignent que les organisations de travail mises en place lors du confinement ne donnent de mauvaises idées aux patrons. A la Poste c'est un danger ?

Plus qu'un danger c'est une réalité brutale, violente.

Le capitalisme cherche toujours à tirer du profit d'une situation, aussi imprévue et sordide qu'elle puisse être.



Selon moi un contrat amoral et pervers a été passé entre l'Etat et la Poste. Alors que La Poste garantit une image « apaisante » de l'Etat policier dans les rues, l'entreprise obtient des passe-droits commerciaux avec un monopole grandissant sur le colis ou les pseudo-services à la personne, et, on le verra bientôt, une couverture des ministères du Travail et de l'Economie pour sa politique sociale agressive.

Il y aura à coup sûr un après, et dès aujourd'hui la riposte doit s'organiser sur les lieux de travail, malgré les contraintes liées au confinement.

La suite des événements sera probablement liée à la capacité des salariés d'imposer leurs revendications. Dans les bureaux, dans les centres de tri, quelle est l'ambiance sociale ?

Il serait faux de dire que nous n'étions pas inquiet.es de l'éloignement des salarié.es et des militant.es imposé par le confinement.

Paradoxalement, on se réjouit de constater que des liens se sont renforcés, déjà entre militant.es mais aussi plus généralement entre salarié.es grâce aux nombreux outils numériques qui permettent des rencontres et des échanges collectifs qui n'ont de virtuels que le vecteur.

Les agents sont en colère, chacun et chacune sont conscient.es qu'il y aura « un après », et que là où La Poste avait cultivé la perte de sens de notre travail, une réelle souffrance pour un travailleur, et en particulier pour un agent du service public, cette notion forte ressurgit et les postier.es doivent se la réacquiescer définitivement.

Le calendrier est simple : après Germinal, il y a Floréal... [Germinal = Hiver, Floréal = Printemps dans le calendrier révolutionnaire]. Et nous serons au rendez-vous, plus déterminé.es que jamais !

Témoignage

Afin de ne pas alourdir la lecture de ce texte, je choisis de ne pas employer l'orthographe inclusive mais pour amorcer la déconstruction, je décide que dans mon texte le féminin l'emporte sur le masculin. Privilège qui me fait plaisir.

Oui nous sommes en guerre, contre le gouvernement et le système capitaliste qui attaquent les acquis sociaux qui restaient. Ils ont armé leurs soldats, leurs forces de l'ordre et nous ont soumises, bien avant le confinement, à des conditions de vie stressantes, épuisantes, mal rémunérées.

Sourd à nos demandes, incapable de prendre des décisions qui nous sauveraient, le gouvernement joue le double discours, il nous applaudit, nous flatte, nous désigne comme des héroïnes, en clair il nous infantilise et « en même temps » il fait passer des mesures qui vont nous massacrer : pas d'embauche mais passage à la semaine de 60 heures, don de RTT, réduction des congés...

Dans leur tour de cristal, les dirigeantes, les « vraies », s'amuse de cette crise, espèrent pouvoir en tirer des profits inespérés.

Nous nous soumettons à ce confinement lié à leur incompetence ou pire, à leurs choix criminels, mais dans le stress, la peur, la colère, la précarité et, pour tenir, dans l'attente impatiente du moment où nous pourrions nous retrouver, passer du temps avec nos proches survivantes, pleurer nos mortes aussi, évacuer nos émotions, notre fatigue physique, psychique.

Mais non ! Pour les capitalistes, nous sommes juste en train de nous reposer, payées à ne rien faire pour celles qui sont confinées ou occupées à nous débattre sans moyens pour les autres.

Ils ont la ferme intention de nous faire reprendre le boulot plus fort, plus vite, plus longtemps. Et tant pis pour celles qui l'ont perdu leur job : mort aux faibles ! Vive les 1^{ères} de cordée.

Macron vante les circuits courts mais signe des accords qui vont mettre à mal l'agriculture locale non productiviste.

Le gouvernement gesticule pour faire croire qu'il est actif, affairé à nous sauver, pensons-nous qu'en sauvant l'économie,

c'est nous qu'il sauve ? Mais non !! Il dilapide un peu plus les ressources restantes pour que nous n'ayons plus rien à la fin de cet épisode, livrées pieds et poings liés à un autre gouvernement aussi capitaliste que ceux qui se succèdent depuis tant d'années.

Seulement leur fric ne vaut rien, la richesse de l'humanité, ce sont les travailleuses de tous les pays. Demain on peut anéantir l'euro, le dollar, le yen, la gourde et toutes les monnaies et inventer un autre système d'échange basé sur le respect du vivant et nous ne vivrions que mieux. Seulement cela passe par une conscience collective, ne pas confier notre avenir à quelques-unes, nous remettre à réfléchir, à prendre position, à être concernées par ce qui se passe pour nous, pour les autres. Savoir que l'être la plus fragile peut nous être indispensable.



Il y a peu, ces arguments passaient pour les propos d'utopistes, un peu allu-

mées tendance hippies babacool, ok maintenant que l'on s'est bien pris dans la face les conséquences de la consommation à outrance, la production acharnée, le gaspillage, on fait quoi ?

Il va falloir se déconstruire, le chemin ne sera pas facile mais intéressant : depuis des décennies, nous avons appris à critiquer la pauvre, la moins éduquée, la femme, la subalterne, la basanée, la noire, l'étrangère, la sans-papier, la sans formation mais aussi celle qui ne pense pas comme nous, celle qui n'aime pas les mêmes films que nous... Et puis nous avons aussi intégré que notre bien-être personnel est ce qu'il y a de plus important puisque face aux grandes décisions des puissants, nous ne pouvons rien. A quoi bon manifester ? Tout ce bruit, cette violence, cette vulgarité...

Alors si nous ne voulons pas revivre le deuxième épisode avec encore moins de moyens, nous devons nous donner rendez-vous pour construire ensemble l'après. Parlons-nous, écoutons-nous, respectons-nous et surtout réfléchissons. Nous sommes toutes dotées d'un cerveau avec des petites cellules grises. Le temps du soulagement viendra après avoir changé le système pour une solution respectueuse du vivant pas après le confinement.

Kristell Cadic

Confinement oblige, les publications papier du NPA33 sont passées en numérique.

Cette lettre électronique paraît de façon hebdomadaire.

N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur npa33.org et à y contribuer.

Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à anticapitalistes@npa33.org

Riposte ouvrière en Italie

Dans le pays le plus touché d'Europe, les travailleurs ont réagi. Alors que la maladie se répandait comme une traînée de poudre surtout en Lombardie et dans la plaine du Pô, la plus industrialisée et polluée d'Europe, 12 millions de travailleurs au bas mot (environ 60 % des travailleurs du pays) étaient obligés de travailler la semaine et de se confiner le week-end ! Les hôpitaux, victimes de l'austérité, dont de nombreux personnels sont précaires et aux salaires bloqués depuis au moins 10 ans, étaient saturés et dépassés.

social avec le gouvernement de « centre gauche » (soutenu par le Parti démocrate et le Mouvement 5 Étoiles), ont établi ensemble une liste d'entreprises pouvant rester ouvertes « *en toute sécurité* » (services publics, alimentaire, transport, nettoyage et... l'industrie de l'armement).

Mais lorsque le pic des 4000 décès a été atteint le 21 mars, un nouvel accord a décrété la fermeture des entreprises non essentielles. Aussitôt, le chef du syndicat patronal Cofindustria (l'équivalent du Medef), Boccia, est intervenu auprès

travailler les industries du caoutchouc, non pour fabriquer des gants, mais des pneus !

La colère était si grande que les grandes confédérations syndicales ont dû appeler à une grève générale le 25 mars en Lombardie. Mais c'était bien tard et avec des milliers de victimes de plus.

Le 26 mars, à Palerme, un magasin LIDL était pris d'assaut aux cris de « *Nous n'avons pas d'argent, nous devons manger !* ». Cela laisse entrevoir la catastrophe supplémentaire qu'est l'extension de



Une série de grèves sauvages a éclaté en Lombardie vers le 11 mars pour exiger l'arrêt des productions non essentielles. Elle a abouti le 14 mars à un accord entre patronat, gouvernement et syndicats où les grandes confédérations syndicales comme la CGIL, engluées dans le dialogue

du gouvernement qui a réécrit le décret pour ne pas laisser « *les entreprises sans liquidités* », « *éviter l'impact négatif sur les stocks de nos entreprises* » et que les patrons « *perdent tout espoir* » pour investir ! Bilan : la liste a été multipliée par deux. Ont été par exemple autorisées à

la maladie au sud de l'Italie où 3,7 millions de personnes travaillent sans être déclarées et donc, ne bénéficient d'aucune aide.

Monica Casanova



**En donnant à la souscription 2020,
sur <https://souscription.npa2009.org/>**

Face au coronavirus, solidarité de classe pour l'urgence sociale et démocratique ! Non à l'union nationale !

Face à la catastrophe de l'extension de l'épidémie qui s'accroît dramatiquement sur tout le territoire, Macron, le gouvernement, les patrons en appellent à « l'union nationale », glorifient les soignants, les travailleurs, les prétendus « héros » pour mieux tenter de masquer leurs responsabilités. Alors que les hôpitaux ne peuvent faire face à l'afflux de malades graves après des années de mise à mal du système de santé, Macron a même cyniquement baptisé l'opération de l'armée chargée d'évacuer les malades du Grand Est, opération « résilience » ! Tandis qu'on voit maintenant la police mettre en garde-à-vue pour « non confinement ».

Le gouvernement a été incapable d'anticiper l'épidémie et le manque de masques, de tests, de personnel.les de santé, de lits d'hospitalisation. Cela révèle au grand jour les dégâts des politiques d'austérité dans la santé et les services publics. Et aujourd'hui, ce gouvernement fait marcher la planche à billets pour « soutenir » avec l'argent public les banques, le patronat et les actionnaires : 45 milliards d'aides plus 300 milliards de garanties des emprunts des entreprises auprès des banques. Il accorde au patronat le droit de contourner le code du travail sur les 35h avec la durée maximale hebdomadaire qui passe à 60 heures, les congés ou les RTT qui pourront être imposés... Un beau cadeau pour les patrons qui sont nombreux à continuer leur activité, même lorsqu'elle n'est pas essentielle... si ce n'est pour leurs profits.

Si la loi d'urgence sanitaire du 22 mars a été rejetée par les député-e-s du PCF et la FI et de rares député-es du PS, la loi rectificative du budget 2020 du 19 mars accordant 45 milliards aux entreprises dont seulement 2 milliards pour la sécu a été votée à l'unanimité du Parlement. Bruno Lemaire s'est félicité de « l'union nationale » exprimée par ce vote qui traduit la continuité de la politique de tous les gouvernements successifs qui ont supprimé 100 000 lits d'hospitalisation en 20 ans ! Dans le même temps, les grandes confédérations syndicales et le patronat ont appelé au « dialogue social » dans leur déclaration commune du 20 mars.

L'« union sacrée » que tente d'imposer le gouvernement vise à préparer « l'après », à préparer le terrain pour faire payer la facture de leur incurie aux travailleuses, travailleurs et aux classes populaires, d'autant que celle-ci intervient dans le contexte d'une crise économique et financière que la pandémie accélère, plongeant l'économie mondiale dans la récession, une crise dont les conséquences s'annoncent pires que celles de 2007-2008. Les travailleur-ses, la population, doivent avoir leurs propres réponses.

L'extrême urgence sanitaire à laquelle nous faisons face nécessite un plan d'urgence social, économique et démocratique ! Elle exige un vrai plan d'urgence hospitalier, des embauches massives, l'équipement direct et massif en matériel médical, masques, tests, que tous les moyens financiers et humains soient mobilisés. Cela passe aussi par de véritables augmentations de salaires.

Toutes celles et ceux contraint-es de travailler doivent impérati-

vement disposer des masques et du matériel nécessaire pour se protéger et protéger les autres et pas seulement des guides de bonnes conduites.

Toutes les structures privées doivent être contraintes à agir dans l'intérêt public, réquisitionnées sous contrôle des salarié-e-s qui y travaillent. Les industries de la santé, pharmaceutique, de la recherche doivent mettre l'ensemble de leurs moyens en commun pour faire face à l'urgence et développer les traitements et un vaccin en dehors de toute concurrence et recherche de profit

L'ensemble de l'industrie, les transports ou encore La Poste doivent être obligées de concentrer toutes leurs activités, avec toutes les mesures de protection, dans l'intérêt de la population, des malades et de la prévention de la résurgence de maladie. De nombreux-ses salarié-e-s le disent : toutes les productions et activités non essentielles doivent cesser !

Les salaires doivent bien sûr être maintenus à 100 % ainsi que tous les autres revenus, accessibles à toutes et tous avec protection. Personne ne doit être licencié, mis à la rue ou expulsé hors des frontières (dont les migrant-es, les travailleurs-ses détaché-e-s). Nous exigeons aussi le logement immédiat de toutes les personnes migrantes et sans abris.

La logique du profit et de la concurrence empêche de faire face au virus malgré les progrès de la connaissance et de la technologie. Elle engendre le krach et la récession.

Pour contrer cette logique, le monde du travail ne peut compter que sur la solidarité entre ses membres et ses mobilisations à la base. Cela signifie qu'il impose des mesures sociales et démocratiques qui s'en prennent à la propriété privée de quelques grands groupes parasites comme :

- **la fermeture de la Bourse et la mise en place d'un monopole public bancaire.**

- **l'expropriation des trusts de l'industrie pharmaceutique et du matériel médical.**

- **l'expropriation et la remise en service des industries capables de produire du matériel médical (masques, respirateurs, oxygène médical...), au lieu de s'en remettre à la charité.**

- **la réquisition de l'ensemble des logements vacants pour loger tout le monde dans les meilleurs délais, et le gel des loyers pour l'ensemble des foyers.**

Le système capitaliste échoue à répondre aux besoins élémentaires de la population. La crise sanitaire démontre que seuls les salarié-e-s ont la volonté et la capacité d'agir dans l'intérêt commun. Il est urgent de mettre l'ensemble des richesses au service de la collectivité et sous son contrôle.

NPA 33 et UCL Bordeaux

Le 03/04/2020

Nous avons proposé à Lutte Ouvrière de co-signer ce texte puisque nos positions sont communes sur ce sujet, nous regrettons qu'ils n'aient pas souhaité le faire.

**Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49**

www.npa33.org